

Les migrants sont des citoyens

Category: Anti-racisme, immigration

écrit par jmfouquer | 27 septembre 2015

Le jeudi 17 septembre, au petit matin, les camps de migrants du Quai d'Austerlitz ont été évacués vers des hébergements d'accueil, à la suite d'autres camps démantelés souvent de façon policière.

Qui sont les migrants ?

Venant d'Asie, du Caucase, du Moyen-Orient, d'Afrique de l'Est et de l'Ouest, ils diffèrent profondément de l'immigration voulue par nos gouvernants depuis un siècle qui est celle de travailleurs peu qualifiés pour rejoindre une classe ouvrière surexploitée. Ces migrations concernent aujourd'hui des femmes et des hommes, le plus souvent jeunes, urbanisés et possédant un métier, fuyant les guerres, les régimes dictatoriaux et les catastrophes climatiques occasionnées ou alimentées par les dominations économiques, les guerres civiles par procuration et les complicités politiques géostratégiques de l'Occident, de la Russie et de la Chine. Elles concernent également, avec l'ouverture de libre circulation de l'espace européen, les Roms et les migrations venant de l'Est.

L'identité de notre pays, depuis la première Déclaration des Droits de l'homme de 1789 qui repose sur la libre circulation des personnes, a toujours été une terre de migration. Elle est fondatrice d'une citoyenneté solidaire de droits qui appelle une politique d'accueil et de libre installation.

Il y a donc une double hypocrisie de nos gouvernements nationaux et européens.

Car ceux-ci semblent découvrir la nécessité de réelles politiques d'accueil qui ne les laissent pas dans les conditions indignes, illégales, illégitimes et odieuses, que sont les camps dans les villes et aux frontières, en rupture

complète avec les droits fondamentaux et d'accueil de la Convention de Genève sur les réfugiés politiques de 1951, mais bien en phase avec des lois d'immigration de plus en plus sélectives et répressives. La loi en débat actuellement sur les demandeurs d'asile en est l'expression car elle aggrave un clivage destructeur et mortifère entre humains en mettant en place un tri entre « bons réfugiés » aux qualifications professionnelles exploitables et les « indésirables » réserve économique à géométrie variable selon les besoins du capitalisme, jusqu'à remettre l'accueil des personnes malades aux bons soins du ministère de l'intérieur.

Car ceux-ci prônent en urgence un contrôle de filtrage et de fermeture des frontières, avec ses murs et ses violences policières qui laissent des centaines de milliers de migrants en danger de mort sur les routes et les mers (3000 morts depuis le début de l'année), l'enrichissement cynique de passeurs et le programme Frontex de l'Union Européenne qui sous-traite à des sociétés privées l'intervention des Etats en méditerranée, pur produit de la mondialisation néolibérale, une politique de rétention dans les pays de première arrivée et l'annonce de quotas obligatoires de relocalisation (24000 sur 2 ans pour la France) qui sont scandaleusement inadaptés aux 350000 réfugiés arrivés en Europe.

A ce cours, nous nous opposons absolument.

Ce que doit être une autre politique d'accueil est la liberté de circulation et d'installation pour tous les citoyens du monde, où qu'ils se trouvent. Notre pays et l'Europe ont les richesses pour les accueillir, ce qui suppose un réel partage pour tous ceux qui habitent et travaillent dans notre pays, et rejoint en terme de droits La lettre ouverte au Président de la République, signée par la plupart des organisations de défense des immigrés et de quelques organisations syndicales (Syndicat de la Magistrature et Solidaires).

Des centres d'accueil en dur tout au long de la trajectoire migratoire, qui apportent aux personnes une réponse à leurs besoins vitaux corporels et psychologiques et permettent

d'exercer sereinement leurs droits, notamment de demander l'asile.

La dénonciation d'une politique de tri dans des centres d'identification et d'enregistrement indignes, dans ses méthodes humaines et matérielles qui tendent à la privation de liberté et cette impossible distinction entre asile politique et exil économique qui clive dans l'extrême précarité pauvres et réfugiés, tous ayant risqué leur vie pour arriver en Europe. Cette distinction est une attaque contre les droits humains fondamentaux.

La suspension générale de l'application du règlement Dublin sur l'ensemble de l'Europe (ce qui remet en cause l'espace dit de Schengen) et les accords entre la France et le Royaume-Uni qui ont créé l'enfer depuis 2à ans à Calais.

L'urgence d'ouvrir des « vois d'accès légales et sûres pour les personnes qui se trouvent dans des pays tiers... qui souhaiteraient venir en Europe sans risquer leur vie et sans recours à des passeurs », donc à une sécurisation des parcours par l'octroi (prévu déjà dans les textes européens) d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées.

L'aide au développement qui repose sur l'externalisation des contrôles migratoires, elle s'oppose aux graves conséquences de cette politique en termes de droits humains car elle concerne nombre de dictatures et appelle à bannir toute coopération avec de tels États.

C'est donc à une solidarité citoyenne que nous appelons pour mettre en œuvre chaque point et chaque nécessité humaine et de respect des droits fondamentaux qui sont ceux de la souveraineté des peuples. Un réel réseau de soutien doit être un service public et pose également la création d'un observatoire public des dispositifs d'accueil. Elle rend impérative leur accès aux droits communs de toutes et tous, en terme de droits sociaux, de droits du travail et de salaires, ainsi que par leur participation aux élections du pays et de l'Europe.

Nous appelons en conséquence chacune et chacun à rejoindre le

Collectif de soutien aux migrants d'Austerlitz qui rassemble associations, partis, syndicats et citoyens des 5ème et 13ème arrondissements, et à participer à la manifestation organisée le dimanche 4 Octobre à 15h de la Bastille à la République.

ENSEMBLE PARIS 5ème – 13ème.